Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Nous-denoncons-la-politique-sociale-d-Areva-47328

1er octobre 2015

Nous dénonçons la politique sociale d'Areva !

Suite à la manifestation des salariés d'Areva du 15 septembre, à Paris, contre les restructurations annoncées, Philippe Guiter et Didier Latorre du Réseau Sortir du nucléaire et Philippe Billard, élu CGT au CHSCT de Endel, président de l'association Santé/Sous-traitance signent cette tribune ensemble pour appeler « les organisations syndicales de l'ensemble de la filière à engager un débat avec les antinucléaires car la sortie du nucléaire est chaque jour de plus en plus d'actualité. »

Tribune Mediapart du 1er Octobre 2015

Suite à la manifestation des salariés d'Areva du 15 septembre, à Paris, contre les restructurations annoncées, Philippe Guiter et Didier Latorre du Réseau Sortir du nucléaire et Philippe Billard, élu CGT au CHSCT de Endel, président de l'association Santé/Sous-traitance signent cette tribune ensemble pour appeler « les organisations syndicales de l'ensemble de la filière à engager un débat avec les antinucléaires car la sortie du nucléaire est chaque jour de plus en plus d'actualité. »

Les salariés d'Areva ont manifesté le 15 septembre à Paris lors d'une journée d'action contre les restructurations annoncées par Areva, qui annonce la suppression de 4000 emplois d'ici 2017.

Le choix du gouvernement : réduire l'emploi aux dépends de la sécurité... pour sauver le nucléaire ! Le Réseau Sortir du nucléaire, qui milite pour une décision immédiate d'arrêt du nucléaire, tient à dénoncer cette « restructuration ». Inscrite dans le cadre du plan de « refonte » nucléaire lancé par le gouvernement, elle constitue en réalité un plan de sauvetage de l'industrie atomique dont les travailleurs seront les premières victimes.

La reconversion proposée par Areva est conçue pour éponger une partie de sa dette colossale (6 milliards d'€). Ce plan demandé par le ministre de l'économie Emmanuel Macron permettra une augmentation de capital par l'État à hauteur de 3 milliards d'€. Cette reconversion va se faire encore une fois sur le dos des travailleurs et des populations. Ceux qui ne seront pas licenciés travailleront dans des conditions encore plus difficiles, au prix d'une baisse de la sécurité. Ce plan est inadmissible.

Le réseau “Sortir du nucléaire“ soutient les travailleurs dans leur dénonciation de la politique sociale d’Areva et du plan Macron. Pour nous, la seule restructuration acceptable (et inévitable) doit se faire, avec les travailleurs et leurs organisations syndicales, les associations, les acteurs locaux… dans le cadre d’un arrêt du nucléaire ; et ce dans tous les secteurs de cette industrie, de l’extraction de l’uranium à la gestion des déchets.

Elle doit s’accompagner d’un effort considérable sur les économies d’énergie, l’arrêt des gaspillages, et d’une politique volontariste de développement des énergies renouvelables. Dans cette optique, la reconversion des travailleurs peut se faire sans licenciements ni aucune perte de salaire le temps de sa mise en place. C’est une question de choix politique.

Il sera indispensable de maintenir des emplois de service public sur les sites afin de garantir une sécurité maximale ainsi que leur décontamination progressive, qui durera des dizaines d’années. Décontamination et surveillance des sites doivent être pensées avec les travailleurs afin d’assurer leur propre sécurité. Par exemple Areva, qui envisage de se débarrasser, par le biais des départs en retraite anticipés, des travailleurs qui connaissent le mieux les installations, fait un choix qui peut être lourd de conséquences.

Antinucléaires et travailleurs de la filière doivent parler sans tabou de l’inévitable sortie de l’atome qui va toucher la plupart des installations. Les travailleurs, et en particulier ceux de la sous-traitance, sont les premiers touchés par la dangerosité de la filière nucléaire au quotidien et sont bien sûr en première ligne en cas d’accident.

Nous appelons les organisations syndicales de l’ensemble de la filière à engager un débat avec les antinucléaires car la sortie du nucléaire est chaque jour de plus en plus d’actualité.

Avec ses dangers au quotidien, ses accidents majeurs et leurs milliers de déplacés, l’accumulation de déchets ingérables et radioactifs pour des millions d’années, une extraction de minerai qui pollue les territoires et contamine les travailleurs et les habitants, des centaines de transports de matières radioactives dangereux (et émetteurs de gaz à effet de serre, comme l’ensemble de la filière) et des coûts de moins en moins maîtrisable (EPR, grand carénage…)… le nucléaire est une énergie du passé !

En France, plus de la moitié des réacteurs ont déjà dépassé les 30 ans, durée de fonctionnement pour lesquels ils ont été conçus. Ils constituent chaque jour une menace plus grande pour l’ensemble de la population, et en premier lieu pour les travailleurs du nucléaire. Pour l’ensemble de ces raisons, nous affirmons que l’indispensable arrêt du nucléaire ne doit pas se faire au détriment des travailleurs, ni des populations, mais avec eux car il est de l’intérêt de tous ! Pour une autre vision du monde, dans l’intérêt des populations et dans le respect de la vie.

À la veille de la COP21, alors que se multiplient les mensonges sur un nucléaire qui serait la solution pour sauver le climat, nous affirmons que c’est ensemble que nous gagnerons le combat pour une production d’énergie plus respectueuse des habitants, des travailleurs, plus démocratique et plus proche des besoins réels des populations.

Le nucléaire ne sera jamais une réponse au dérèglement climatique, mais il constitue le principal verrou pour le développement des alternatives.